

Le 4 juin, Nadeen Shaker interviewait Ozan Tekin pour Ahram online

(<http://english.ahram.org.eg/>). Ozan Tekin est un auteur turc, éditeur du site Marksist.org, « un site d'information turc ancré à gauche ».

Ahram online (AO) : Pouvez-vous nous donner une idée de la façon dont des rassemblements qui ne réunissaient qu'une poignée de personnes mobilisées contre la destruction d'un parc ont pu se transformer en une vague de manifestations anti-gouvernementales à l'échelle nationale ?

Ozan Tekin (OT) : Dans la nuit de mardi dernier, une dizaine de militant•e•s ont accouru dans l'enceinte du Parc Gezi au moment où les bulldozers y pénétraient pour commencer l'arrachage des arbres. Quelques heures plus tard, les bulldozers ont dû se retirer et quelques milliers de personnes ont alors occupé le parc. La police a pris d'assaut le parc aux premières heures du jour afin de permettre aux bulldozers d'y pénétrer une nouvelle fois. Au troisième jour, on a pu assister à une véritable explosion de mécontentement, et des dizaines de milliers de personnes ont rejoint la lutte sur la place Taksim afin de préserver le parc et pour manifester contre la violence policière.

AO : Qu'est-ce qui peut expliquer un tel mécontentement vis-à-vis de la politique menée par Erdogan ?

OT : Les plans gouvernementaux de restructuration de la place Taksim participent d'un programme néolibéral plus vaste. Ils veulent transformer Taksim, le centre de la ville, en lieu dédié aux classes supérieures, et ce en chassant les gens ordinaires. Ce gouvernement est conservateur et néolibéral, et les gens en ont eu plus qu'assez non seulement de la restructuration de la place Taksim – qui a été imposée sans aucune concertation citoyenne – mais également d'un contexte général marqué par une vague de réformes néolibérales, de la prolifération absolument non régulée des centres commerciaux, de la loi datant du mois dernier qui vient interdire la vente d'alcool après 22h et de l'intervention musclée trop fréquente de la police à l'occasion de manifestations parfaitement démocratiques. L'arrogance du Premier ministre Erdogan et sa trop grande fermeté ont également attisé le mécontentement.

AO : Quelle est l'ampleur de la mobilisation ? Qui y prend part ?

OT : Les premier•e•s à être entré•e•s en résistance sont essentiellement des militant•e•s de gauche, des militant•e•s écologistes, des militant•e•s non-organisé•e•s, etc. La violence déployée par la police à leur encontre a suscité la mobilisation de plus larges secteurs de la société. Des milliers de jeunes militant•e•s non encarté•e•s – et qui, pour beaucoup, prenaient ici part à une activité politique pour la toute première fois – sont descendu•e•s dans les rues pris•e•s de colère. Tous les partis de gauche étaient mobilisés. Quelques syndicats – mais peut-être pas à grande échelle – ont également rejoint la lutte. Le principal parti d'opposition (CHP) et quelques autres groupes de droite nationalistes/pro-armée ont eux aussi rejoint les cortèges. Mais leur influence a été très limitée lors des journées de vendredi et samedi.

AO : En quoi consiste ce que certain•e•s appellent le « Printemps turc » ? Quelles sont ses implications au niveau régional ?

OT : Erdogan prétend soutenir les mouvements révolutionnaires au Moyen-Orient. Mais tandis qu'il fait face à une vague de révoltes à bien plus petite échelle, son gouvernement ne se prive pas de faire usage de la violence policière d'une manière brutale pendant des heures et des heures contre les manifestant•e•s. C'est de l'hypocrisie – cela montre combien le gouvernement turc ne peut en aucun cas servir de « modèle » aux attentes des masses égyptiennes ou syriennes.

Mais 50% de la société turque vote pour l'AKP (le Parti pour la justice et le développement, parti au pouvoir d'Erdogan) parce que les gens pensent qu'il réalise progressivement les avancées qui ont été obtenues par des mobilisations de masse au Moyen-Orient. La Turquie a une longue tradition d'intervention de l'armée dans la politique par des coups d'État militaires sanglants. Les généraux ont également comploté afin de renverser le gouvernement de l'AKP, prétextant qu'il voulait faire de la Turquie « une sorte d'Iran » en imposant la Charia.

De nombreuses sections de base de l'AKP veulent un changement et soutiennent Erdogan parce que ces gens sont convaincus qu'il résoudra tout cela – l'exclusion de l'armée de la sphère politique, une solution pacifique à la question kurde, une amélioration en terme de justice sociale. Cela met l'AKP dans une position contradictoire – un programme néolibéral de droite d'un côté, et des millions de votant•e•s au nom d'un « espoir » de liberté de l'autre. Même au plus fort de la contestation, la place Taksim était loin de Tahrir en terme de mobilisation, et son contenu politique ressemblait plus au « Tahrir contre Morsi » qu'au « Tahrir contre Moubarak ».

AO : En quoi la réponse d'Erdogan à la situation a-t-elle un impact sur le cours de la mobilisation ? D'autres grèves couvrant d'autres aspects du mécontentement sont-elles prévues ?

OT : Un porte-parole de l'AKP a reconnu que le mouvement avait seulement « réussi à rassembler de nombreux groupes disparates dans la rue. » L'arrogance d'Erdogan et son entêtement à ne jamais faire marche arrière aide la mobilisation à grossir. C'est là la véritable cause de sa première défaite sérieuse depuis onze ans – la police a dû se retirer de Taksim et des dizaines de milliers de personnes ont occupé le parc et l'ont transformé en scène de festival. Désormais le principal but du mouvement consiste à sauver le parc de la destruction et à s'opposer aux plans gouvernementaux de restructuration de Taksim comme un tout.

AO : Qu'en est-il de l'usage de la brutalité policière et de la récente revendication qui en appelle à la démission du ministre de l'Intérieur ?

OT : Le ministre de l'Intérieur a fait savoir que 1 730 personnes avaient été arrêtées pendant les manifestations. Des centaines ont été blessées par les assauts de la police qui s'est montrée vraiment brutale, et pas seulement à Istanbul mais dans tout le pays. Dès lors, la démission du ministre de l'Intérieur, comme celles du préfet d'Istanbul et du chef de la police constituent des revendications importantes.

AO : *Qu'en est-il de votre propre expérience dans les manifestations ? Avez-vous vraiment appelé la place Taksim « Tahrir » ?*

OT : Les manifestations de masse dans la rue ont vraiment été enivrantes pendant deux jours - vendredi et samedi. L'âme du mouvement était comme celle de Tahrir. De nombreux et nombreuses militant•e•s ont fait explicitement référence à la place Tahrir. Des dizaines de milliers ont résisté à la police sans crainte.

Quand le Parc Gezi a été repris, des tas de gens ordinaires ont célébré cela, puis ils et elles ont rejoint leurs maisons et leurs boulots. Puis est advenue l'influence grandissante des nationalistes pro-armée, pour la plupart des électeurs du CHP, qui ont tenté de transformer les manifestations en quelque chose qui puisse pousser l'armée à passer à l'action contre le pouvoir. Ces gens-là sont hostiles aux Kurdes et à la communauté arménienne, ils s'opposent aux négociations de paix engagées avec les Kurdes (ce qui constitue un point crucial dans l'histoire pour la démocratie en Turquie) et ils désignent le Premier ministre sous le terme de « traître à la nation ».

En 1997, des manifestations massives emmenées par la gauche contre « l'État profond¹ » ont été instrumentalisées par l'armée pour forcer le gouvernement islamiste de l'époque à prendre congé. Des groupes essaient aujourd'hui de faire la même chose - leur présence constitue une menace grandissante à l'encontre du mouvement de masse. Cela nous divise et nous affaiblit. Mais ils n'ont pas encore réussi à saboter le mouvement.

Il s'agit là d'une très sérieuse bataille idéologique que nous devons gagner. Nous ne sommes pas contre ce gouvernement parce qu'il est islamique, mais parce qu'il est conservateur et néolibéral. C'est un gouvernement élu et légitime, et nous ne voulons donc pas qu'il soit renversé par les forces armées qui, elles, ne sont pas élues. Nous voulons que ce gouvernement soit renversé par le mouvement de masse du peuple.

Traduit de l'anglais par Stella Magliani-Belkacem

Source : <http://english.ahram.org.eg/News/73116.aspx>

Photographie: #occupygezi

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur•e(s) et URL d'origine activée.

références

références

L'État profond ou « État dans l'État », désigne en Turquie l'idée qu'existe un réseau ↑1 souterrain de relations entre personnel politique de haut rang, services de renseignement et pouvoirs mafieux, policier et militaire.